

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

LE SOCIALISME PERSONNALISTE EN 1982

Chacun sait que des principes permanents doivent s'ajuster à un contexte politique fluctuant et que l'histoire, une fois encore, atteint un seuil critique.

Deux structures militaires — couvrant le globe entier par la portée de leurs armes — s'affrontent et se renforcent. Un surarmement, d'une sophistication sans cesse aiguisée, multiplie le pouvoir de techniciens, aux épaulettes étoilées, dont le métier est de vérifier l'efficacité de leur machine de guerre, quand ils n'éprouvent pas quelque impatience à la lancer vers un objectif.

L'impérialisme, "stade suprême du capitalisme", sévit au Salvador, mais en Afghanistan ? Les Pershing II menacent la Russie de demain, mais les SS 20, aujourd'hui, en position ? Les droits inaliénables du peuple palestinien sont réaffirmés, mais les droits imprescriptibles du peuple d'Israël ? Huit cents millions d'hommes sous-alimentés et deux millions de chômeurs en France, mais les handicapés et les malades, les détenus politiques et les prisonniers de droit commun, tant de marginaux ?

L'un des premiers dirigeants du P.S. nous disait, vers 1967, que chacun était libre de concevoir le monde à sa façon et que la politique était coupée de la philosophie. Ce n'est pas l'avis des communistes qui lient leur action au matérialisme historique. Ce n'est pas non plus le nôtre : la Jeune République a élaboré, à son congrès de Vanves, en novembre 1968, la notion de socialisme personnaliste, en adaptant sa pensée à des conditions historiques nouvelles. Conjointement avec des revendications sociales, le mouvement de Mai 68 a catalysé une aspiration au bonheur de vivre jamais exprimée de la sorte. Une mentalité inédite s'est fait jour, donnant un sens élargi au triptyque : liberté, égalité, fraternité. Les femmes et les travailleurs immigrés, d'autres catégories de défavorisés, se sont vus légalement reconnaître des droits, au cours de luttes qui se poursuivent mais dont les résultats ne sont déjà pas négligeables.

La société de consommation s'est emparée de l'éclatement de la morale bourgeoise pour exploiter la pornographie au nom du libéralisme. Mais cette morale bouclée-bouchée a été jetée par dessus bord, avec l'eau du bain, c'est-à-dire avec des interdits vitaux pour la structure de la personne. Après un décapage utile, un vide idéologique, un nivellement des valeurs, un effacement des points de repère ont accentué le désarroi.

L'action politique n'est pas seulement impulsée par des besoins économiques. Elle fait appel à des motivations plus complexes, d'ordre affectif. Ferveur et réflexion l'alimentent, dans la continuité d'une histoire. La Jeune République prend sa place dans un courant de pensée qui, en France, va de Buzeh à Marc Sangnier et de Renouvier à Mounier. Le Parti se situe dans une ligne qui reconnaît à la personne, quelle qu'elle soit, une triple dimension physique, intellectuelle et affective. L'engagement trouve sa source dans un désir, un désir de vie. S'y ajoute une volonté de personnaliser l'individu. La rencontre d'autrui, à travers l'événement, conduit à cette personnalisation. Oui, "l'homme est l'ensemble de ses relations". Ce moi à géométrie variable, il le construit sur la base de ses solidarités, dans une poursuite constante de l'unité. Une action de longue durée constitue un facteur d'unification. Elle se charge de sens.

La politique ne se réduit pas à une lutte des classes de dimension planétaire, ni à la conquête du pouvoir par un clan. Elle ne prend sa signification que si elle éveille la responsabilité de chacun à l'échelle d'un monde menacé par la faim, la servitude, la guerre. Le succès de la gauche ne signifie pas l'avènement d'un président providentiel, ni d'un parti sauveur. Il marque seulement une étape dans le combat pour la justice, la liberté, la paix. La raison d'être du socialisme personnaliste, c'est de rappeler concrètement, à l'aube de 1982, cette vérité élémentaire : seule est sacrée la personne humaine.

Claude-Roland Souchet

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Fricotel - Epinal, Paris
Dépôt légal n° 2146
CPPAD n° 30568

NOTRE COMBAT

POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.

ADHÉREZ
A NOTRE PARTI

COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaire de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71

LE CATASTROPHISME EN ACTION :

*une 3^e guerre mondiale
est-elle inéluctable ?*

par Gérard Brissé
Secrétaire Général adjoint

Un peu partout sur cette planète retentissent de redoutables bruits de bottes. La course aux armements des superpuissances reprend sur une grande échelle, sans compter les ventes d'armes aux puissances de moindre envergure. Pour faire "passer" son budget militaire au Sénat, le Président Reagan lance des propos alarmistes sur le surarmement soviétique et la défense de l'Europe. Parallèlement, d'inquiétants incidents mettent en péril le très fragile "équilibre de la terreur" : ici, un appareil de chasse américain "s'évade" dans l'espace aérien lybien et est abattu ; là, un sous-marin soviétique "s'enlise" dans les eaux territoriales suédoises. Depuis quelques temps, de plus en plus nombreuses sont les publications — livres, brochures, articles de presse, sondages, reportages — qui attirent l'attention du grand public sur les risques d'une confrontation internationale. C'est ainsi que l'hebdomadaire V.S.D. s'interroge : « Une guerre mondiale avant 1991 ? 58 % des Français y croient ». Et les titres se succèdent : « Les habitants de grandes villes sont les plus inquiets » ; « Le risque de conflit est plus grand qu'il y a vingt ans » ; « La France sera obligée de prendre les armes » ; « Les Russes sont mieux armés que les Occidentaux », etc., etc. A son tour, le *Quotidien de Paris* en date du 10 novembre diffuse un sondage commenté et résumé en ces termes par Dominique Jamet : « ... Que feraient-ils si le sol natal était envahi ? Trente-deux pour cent trouveraient, disent-ils, refuge dans la clandestinité, 39 % dans l'exil, s'ils le pouvaient, 11 % s'accommoderaient de n'importe quel occupant. Au moins ceux-là sont-ils francs. Refuge dans le romantisme, refuge dans l'immigration, refuge dans la lâcheté, au moins les choses sont-elles nettes. L'idée d'une résistance ouverte est la dernière qui vienne à l'esprit... Tout est en place pour le Munich de demain... ». Ce "constat" rejoint la question que nous posions en septembre 1977 : « Que feraient demain les citoyens de cette nation si cette dernière était brusquement l'enjeu d'un conflit nucléaire ou même d'une brutale invasion avec des armements conventionnels ? ». La réponse, aujourd'hui encore, est — que l'on me pardonne cette expression — désarmante... Depuis une vingtaine d'années, nous avons vainement attiré l'attention du grand public sur cette grave

affaire et nous avons avancé quelques suggestions résumées en particulier par J.-P. Richard et moi-même dans notre numéro 106 (sept. 1977) :

- La nécessité d'assurer concrètement la survie de toute la population à toute attaque destructrice d'envergure : atomique ou conventionnelle. Jusqu'ici, hormis le "bunker" sous l'Élysée, le centre de Taverny ou quelques parkings souterrains, réputés servir d'abris dans les grandes villes, rien n'a été fait ; que ferait, dans une telle hypothèse, la population ? Ce serait la sauve-qui-peut général, prélude à l'extermination. Associer activement la population à des mesures de défense et de résistance dites "passives" — même si elles peuvent paraître illusoire — est sans doute déjà le meilleur moyen d'éviter "un nouveau Munich" !

- L'élaboration et la promotion d'une stratégie non-violente et cohérente d'auto-défense, de non-coopération avec l'envahisseur, en cas d'occupation du territoire. La reconnaissance du caractère opérationnel de la défense active non-violente, la population devenant un bain d'acide pour un envahisseur éventuel.

- La formation de la population à ces techniques et à cet état d'esprit nouveau par des stages de courte durée, permanents, réactualisés et étalés dans le temps, qui pourraient s'intégrer dans le dispositif de la formation continue.

- La reconnaissance de cette évidence : quel est le sens de la notion d'équilibre mondial de la terreur, lorsque l'on sait que chacune des parties en présence a de quoi détruire plus de dix fois son rival et, mieux, la planète entière ? D'où notre projet de proclamation d'une année du non-armement ; dans un premier temps, tous les Etats s'engageraient à ne pas augmenter le budget consacré à la production d'armements et à verser le surplus de fonds ainsi dégagé à une caisse commune destinée aux pays en voie de développement. L'année suivante serait proclamé l'abandon progressif, programmé dans le temps, des armes de terreur, assorti d'un appel au désarmement universel, avec transfert progressif des fonds ainsi libérés en faveur d'actions de lutte contre la famine, les épidémies, le sous-développement.

● Cette action ne peut réussir que si elle s'appuie sur un fort mouvement populaire, une *mobilisation générale de tous ceux qui sont acquis à la sauvegarde de la paix mondiale*. Il est indispensable à cet égard, qu'à côté de l'actuelle O.N.U. représentative des Etats, soit créée une véritable O.P.U., une *Organisation des peuples unis*, assemblée constituante de tous les mouvements, organismes ou personnalités qui, à travers le Monde, et quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, militent en faveur de la paix et du désarmement. Structure en escalier fédéraliste, à tous les niveaux : local, régional, continental, planétaire, cette organisation devra être en mesure de prendre en charge les problèmes de l'*édification d'un ordre de paix et de défense des droits de l'Homme*, dans tous les domaines où l'O.N.U. s'avère inopérante.

● Il faut enfin que se concrétise l'orientation de notre diplomatie, de notre politique extérieure vers une *neutralité active*, un *strict non-alignement* s'appuyant sur tous les peuples du tiers-monde en particulier, œuvrant actuellement ou aspirant à œuvrer dans le même sens. Ces propositions pouvaient paraître utopiques il y a encore quelques mois, mais la génération spontanée d'une forte poussée neutraliste et pacifiste en Europe leur donnent aujourd'hui tout leur sens. Il est simplement navrant que dans un pays comme le nôtre les manifestations en faveur de la paix, du désarmement et du neutralisme demeurent l'apanage quasi-exclusif du P.C., de la C.G.T. et du Mouvement de la Paix, alors que très nombreux sont les organismes et les personnes qui partagent les mêmes idéaux.

Ce mouvement est né, faut-il le rappeler, de la crainte qu'une large fraction des populations germaniques, scandinaves ou du Bénélux, éprouvent d'être en quelque sorte les victimes d'un conflit "localisé" mettant aux prises les Etats-Unis et l'Union soviétique, notamment par fusées SS 20 russes et Pershing américaines interposées. Le territoire européen serait ainsi l'enjeu d'un affrontement nucléaire ou conventionnel ou sans doute les deux où aussi bien Américains que Soviétiques seraient, en théorie du moins, relativement épargnés en raison de l'immensité et de l'éloignement de leurs territoires respectifs. Faut-il rappeler que dans un passé récent, ces mêmes populations étaient, dans l'ensemble, les plus favorables à une alliance privilégiée avec les Etats-Unis et à une protection assurée par le "bouclier" — ou le "parapluie" — de l'OTAN ? Cette prise de conscience collective est une chance inespérée pour l'Europe, sous réserve toutefois qu'elle puisse constituer l'amorce d'une *concertation réelle, en toute indépendance*, dans le sens d'une *politique de strict non-alignement*, de propositions concrètes en direction d'un *désarmement général et contrôlé*, et d'une *réorientation globale du système de défense des pays concernés*.

C'est à cette seule condition que l'Europe pourra échapper au catastrophisme ambiant et offrir à ses peuples, et à ceux du Monde entier, des raisons d'espérer.

HALTE AU CATASTROPHISME !



Le marché de l'*ésotérico-prophétisme* est prospère, Dieu soit loué ! Un "écrivain" grimoirier jusqu'alors ignoré fait fortune en "vendant du Nostradamus", revu et corrigé par un ordinateur. Ignorant superbement cet avertissement du poète-auteur des "Centuries" :

— « O lecteurs de ces vers, faites grande attention !

Arrière tous les astrologues, les sots et les barbares !

Que ne soit attirée la foule profane et ignare !

Arrière tous les astrologues, les sots et les barbares !

Qui transgressera soit-il, comme convient, maudit ! »

Soyez donc maudits, gens de peu de foi, pour assoier votre fortune sur l'exploitation de la crédulité populaire, phénomène remarquablement analysé récemment à travers trois ouvrages ("*La manipulation des esprits, et comment s'en protéger*", par un Collectif, Ed. Guy Le Prat ; "*L'âge des foules*", par Serge Moscovici, Fayard ; "*L'Homme des foules*", par Bernard Edelman, Petite Bibliothèque Payot).

Au moment même où paraissait le livre de J.-C. de Fontbrune, un astrologue de langue espagnole, Boris Cristoff, prédisait "*La grande catastrophe de 1983*" (Ed. du Rocher), par une conjonction de planètes très défavorable à notre pauvre Terre. Explication "scientifique" — nul n'en doutera — fondée sur des règles immuables depuis des millénaires alors qu'entre temps, la position des astres dans le cosmos a profondément évolué. Comprenez qui pourra ! « Nul n'est prophète dans son pays » avertit l'Ecclésiaste, « vanité des vanités, tout n'est que vanité ».

Le *catastrophisme millénariste* est de toutes les époques. Il a très régulièrement engendré des "prophètes" et des sectes qui, en l'an 1000, nous annonçaient une "fin du monde" qui ne se réalisa point — pas plus qu'elle n'interviendra en l'an 2000. Mais la hantise millénariste habilement exploitée par quelques-uns n'est pas la seule explication de l'actuel catastrophisme ambiant. De même qu'au temps de la Renaissance, la bourgeoisie perçant sous le féodalisme prépara la Révolution de 1789, de même aujourd'hui la *révolutionnaire* (bionique, biotique, bureautique, télématique, informatique, cybernétique et j'en passe) fait éclater toutes les structures acquises. Elle remet en question aussi bien le libéralisme classique que le marxisme et toutes les idéologies qui s'y réfèrent. Et ceci est tellement vrai que tous les idéologues

concernés, toujours dérangés par la volonté de puissance et de domination — c'est là au moins une constante de l'Histoire — s'efforcent de "geler" ou perpétuer les *structures de privilèges laborieusement mises en place depuis des générations*, soit en instaurant des régimes autoritaires (à l'Ouest comme à l'Est), soit en pratiquant la fuite en avant par un extrémisme suicidaire.

C'est ainsi qu'à l'Ouest nous voyons fleurir un peu partout des dictatures de plus en plus "musclées" tandis qu'à l'Est l'emprise répressive d'oligarchies qui n'ont de "socialiste" que le nom — dans la mesure où elles s'appuient sur une variante de capitalisme d'Etat — se durcit au fil des ans. Les uns et les autres s'efforcent de déstabiliser les régimes démocratiques qui tentent de s'évader de cette vision dichotomique en finançant ou en aidant matériellement des sectes pseudoreligieuses ou des régimes pseudothéocratiques (Khomeinistes en Iran, sectes "Moon" ou de type "Réarmement moral") ou pseudosocialistes (Khmers rouges puis Khmers vietnamiens au Cambodge, régime afghan), voire des groupuscules d'extrême droite (néo-nazis), ou d'extrême gauche (pseudoanarchistes ou trotskystes).

Faire sauter ce double carcan à l'intérieur comme à l'extérieur, tout en favorisant des *structures de plus en plus démocratiques*, telle doit être notre préoccupation permanente. La *révolutionnaire*, loin d'être un épouvantail, peut nous y aider. Microinformatiser, robotiser, cybernétiser, tend à libérer l'Homme des tâches les plus dégradantes et les plus pénibles, favorise les communications et l'échange d'informations, entraîne une décentralisation effective des centres de décision, facilite le développement de petites unités de production et de consommation. Elle permet une réduction considérable du temps de travail ; mais qui dit temps partagé dit aussi temps libéré. Or ne se libère ni ne s'épanouit qui le veut.

Pendant des générations, des hommes et des femmes, voire des enfants et des adultes prématurément vieillies, ont exécuté de père en fils, de mère en fille, souvent dans la même entreprise dit "de labeur", ou encore "de main d'œuvre", des tâches abrutissantes, répétitives, dégradantes. Accablés par des travaux physiquement épuisants, intellectuellement atrophiants, isolés dans les campagnes ou parqués malgré eux dans des cités-dortoirs, minés hier par l'éthylisme et aujourd'hui par la drogue, suprêmes refuges moraux, ne croyant ni à Dieu ni au Diable, les voilà à présent *rejetés à la rue* par une *évolution technologique* qui n'a plus que faire des manœuvres et des "sans grade".



Acquérir une qualification ? Le plus souvent, le niveau de culture générale est insuffisant. Suivre la filière d'une formation hasardeuse, de "retourner à l'école" (pouah !), cette école que l'on a eu hâte, naguère, de quitter au plus vite, justement pour se mettre à travailler comme des adultes ! Il s'opère de la sorte un déphasage croissant entre ce que l'on fut et ce que l'on est, entre ce que l'on vit dans le présent et un devenir incertain, entre le bon vieux temps où l'on pouvait immédiatement trouver un emploi stable, au pays, et les impératifs contemporains de la mobilité et de l'adaptation permanente à de nouveaux métiers. Et survient, permanente, lancinante, cette hantise du chômage, cette mort lente par consommation des revenus, cette redoutable menace du "qu'en dira-t-on", de la mise au rancart.

S'y ajoute l'influence corrosive des médias, qui distillent jour après jour leur dose de crimes, de guerres, d'invasions, agressions. A croire que l'on ne peut plus s'aventurer dans le métro ou dans un quartier de banlieue sans risquer le viol ou le vol à la tire, le coup de couteau ou la bousculade mortelle.

A croire aussi que la mort atomique, civile ou militaire, rôde autour de chacun de nous, tout près, dans le temps et dans l'espace, prête à nous happer. Sans compter les ravages de la famine, des épidémies, de la pollution, et j'en passe ! Alors, dans ce contexte de haine et de suspicion, de peur et de démission, de lâchetés et de faux-fuyants, la secte, l'organisation totalitaire apportent le doux réconfort des certitudes, d'une relative sécurité, des lendemains qui chantent. Catastrophisme et embrigadement méta-idéologique vont de pair et s'alimentent mutuellement.

Ballottée entre les sirènes du nihilisme ambiant et les séductions du totalitarisme, interrogeant un Ciel qui reste désespérément noir et où Dieu n'en finit pas de ne pas répondre, harcelée par la dure réalité des mutations quotidiennes et des pressions politiques, économiques et sociales, partagée entre le repli sur un individualisme forcené et provocateur ou la dilution au sein d'une collectivité dévorante, la personne s'évade vers les fantasmes débités par les devins ou les apprentis dictateurs.

Depuis des années, nous nous sommes efforcés d'expliquer sans relâche qu'une autre voie est possible, que l'évolution technologique actuelle peut nous apporter beaucoup plus de bienfaits que de destructions, dès lors que nous prenons la peine d'œuvrer autrement à la libération et à l'accomplissement de la personne, de toutes les personnes.

Notre foi en l'Homme, qui se confond avec notre croyance en Dieu, notre alter ego dans le sens de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, plonge ses racines dans une Révélation qu'il nous faut accepter bon gré, mal gré — c'est un acte de foi ! — parce qu'elle est la Vie. Oui, nous devons saisir le Message dans sa plénitude, une fois décapées les déformations liées à chaque époque, parce qu'en prendre le contrepied — tu tueras, tu hairas ton prochain, etc. — ne peut que nous plonger dans le

schéol. Un théologien m'expliquait ainsi la loi du talion : dans les temps anciens, on assommait dix hommes pour venger la mort d'un seul. Puis la Loi dit : si l'on t'enlève un œil, tu ôtes une dent — introduisant ainsi l'idée de compensation. Puis vint le Rédempteur qui proclama : si l'on te donne une gifle, tends la joue gauche : ainsi s'universalisa le pardon.

La seule chose qui nous rapproche des non-croyants, c'est cette convergence très teilhardienne vers le respect de la Vie, de la vie humaine, s'entend, cette acceptation de l'Autre dans la plénitude de son Etre et dans sa différence, sans laquelle il n'est pas de société organisée, civilisée, humainement viable. Nous portons en nous-même la paix sociale, l'esprit de tolérance et de justice, avant même qu'ils ne trouvent une projection concrète dans les structures d'une société harmonisée.

Pour peu que les catastrophes annoncées par M. de Fontbrune et d'autres oiseaux de malheur nous le permettent, le temps travaille pour nous. Et le temps est notre allié le plus précieux pour exhorter l'Humanité souffrante, divisée, désemparée, meurtrie par des dogmes aliénants et accaparée par de faux prophètes, à plus de transcendance, voire de transfiguration globalisante, dans un esprit de compromis sans compromissions, par-delà le règne absolutisant des terroristes et des dominations manichéistes.

Notre vœu le plus cher est que l'année 1982 favorise enfin l'avènement de cette société de personnes, libres, responsables, à laquelle nous aspirons pour notre modeste part.

Gérard-Henri Brissé

BILLET DU PRÉSIDENT Louis Perrin

LES TRENTÉ-CINQ HEURES

Les 35 heures !.. Oui !.. Mais... pour quoi faire ? Nous ne pouvons que nous réjouir de cette évolution. Nous pensons même que nous irons vers une réduction encore plus importante du travail industriel et fonctionnaire. Il y aura probablement un jour, la semaine de 25 ou 30 heures. Avec l'arrivée massive du "robotisme", avec l'aménagement du temps de travail, il sera possible, en six mois, de faire son année de travail salarial et d'avoir 6 mois de liberté.

Mais cette liberté, qu'allons-nous en faire ? Il est bien évident qu'une foule de personnes sauront l'occuper. Il y a tant à faire dans la liberté d'occuper son temps, sur le plan manuel comme sur le plan intellectuel. Il y aura plus d'artistes qui créeront dans la sculpture, la peinture, la musique, etc. Il y aura la télé, les passionnés de lectures et les écrivains. Il y aura les bricoleurs nés, qui achèteront leur voiture en pièces détachées pour la monter eux-mêmes, les artisans qui construiront leur maison ou aménageront de vieilles demeures à leur goût. Les sportifs auront toujours du pain sur la planche. Les adeptes des occupations simples seront toujours plus nombreux : jardinage, cueillette des champignons, fruits sauvages et ramassage des escargots, etc.

Les voyages se développeront toujours plus, à condition d'en avoir les moyens, à moins que ce ne soit à pied ou à bicyclette ! Malheureusement, il y en aura encore de trop — comme c'est déjà le cas aujourd'hui, surtout dans les H.L.M. — qui n'auront pas été éduqués pour occuper sainement leur temps libre et qui se dégradent la santé au lieu de trouver des moyens d'avoir de plus en plus d'épanouissement, ce qui est le gage du bonheur.

Aussi, pour ma part, je suis conscient de la nécessité de réduire le temps de travail à l'usine, aux chantiers ou au bureau — car ce ne sont pas les machines, toujours plus perfectionnées, qui vont s'en charger. Elles assureront la production avec un

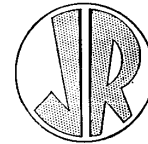
nombre de plus en plus réduit de personnes, et il faut essayer de juguler le chômage. Si le temps de présence sur les machines, au bureau, ou sur les chantiers doit s'abaisser, il ne serait pas nécessaire de réduire le temps de présence. 39 heures : une étape qui va donner 4 heures de liberté tous les mois. Il serait judicieux de les employer comme temps de formation et d'éducation pour toute la classe ouvrière. Ainsi, ces 4 heures gagnées sur le temps de travail devraient procurer aux salariés une ouverture sur le monde. D'abord, sur l'histoire de l'humanité, sur la géographie, sur l'histoire des grandes migrations, afin d'éviter le racisme, le nationalisme et le sectarisme. (...) Pour aimer toute l'humanité, il faut connaître l'histoire et la géographie des peuples et des races. Et si peu de travailleurs connaissent l'histoire du Mouvement ouvrier. Et pourtant, ils sont tous concernés ! L'histoire du Mouvement Ouvrier et des syndicats amène à se poser des questions sur le plan politique. Tous devraient connaître l'histoire, les motivations et les projets des différents partis politiques anciens et nouveaux.

La connaissance de l'économie régionale et nationale, et ses imbrications internationales est indispensable pour tous les travailleurs pour qu'ils se mettent en action et connaissent leurs possibilités et leurs limites. On déplore la syndicalisation très réduite en France (22 % de syndiqués).

Sans éveil, les travailleurs ne ressentent pas tous le besoin culturel... et pourtant ! Pour construire le socialisme et vivre en démocratie une transformation culturelle est indispensable. Si nous souhaitons que les loisirs soient bien utilisés par tous et qu'ils conduisent à la promotion et à la réalisation de ce que cherchent profondément les personnes, "être plus", il faut préparer le climat et en prendre les moyens.

La J.R., dans la ligne du socialisme personneliste, demande que la culture soit rendue accessible à toutes les classes sociales.

LE RAPPORT AUROUX



par Jacques-Paul Richard et Franck Taillandier

120 pages qui visent : « A promouvoir une nouvelle citoyenneté dans l'Entreprise », « A faire des travailleurs, les acteurs du changement ».

Le rapport du Ministre du Travail paraît alors qu'on passe le cap des 2 millions de chômeurs et que, selon l'expression de Gérard BRISSE, nous voyons "se clochardiser" ceux qui ont épuisé leurs droits à l'ASSEDIC.

La toile de fond, ce sont aussi :

— Au MANS : 4 agences de Travail Temporaire en 1977, 23 aujourd'hui.

— Telle firme de 80 salariés permanents ayant employé en 18 mois, 850 travailleurs temporaires (chose vue par un inspecteur du travail).

— Le secteur administratif semi-public recourt pendant des mois voire des années au travail temporaire.

— Ou encore, ces comités d'entreprise folkloriques sortant de la naphtaline la robe du Père Noël.

En 10 ans de médecine du Travail, l'un d'entre nous croit n'avoir vu que 2 ou 3 C.E. vraiment fonctionner.

C'est côté patrons le "comment tourner sans embaucher". A leur décharge, il faut admettre qu'ils sont parfois cités devant les Prud'hommes par des chicaniers de foi douteuse.

LES POINTS ESSENTIELS

Les points essentiels du rapport qui va être discuté au Parlement nous semblent très positifs.

1°) Concernant la restauration et l'élargissement des droits des salariés.

« Les libertés publiques doivent entrer dans l'entreprise selon les limites compatibles avec les contraintes de production. » Qu'on juge du bien-fondé de l'appréciation de Marc SANGNIER sur la féodalité dans l'entreprise, en voyant qu'il aura fallu attendre 1982 pour liquider des séquelles comme la fouille corporelle sans garanties et l'ouverture du courrier personnel. Le droit d'expression étendu : « Ce droit doit être direct, porter sur les conditions de travail, s'organiser autour du groupe ou de la cellule de travail ».

2°) La reconstitution de la collectivité de travail

Face à la réduction du personnel permanent (attestée par la proportion des intérimaires inscrits à l'A.N.P.E., passée de 21,4 % en 1974 à 34,27 % en 1980) le rapport annonce la révision "dans des brefs délais" du statut du travail à temps partiel ou à domicile, et qu'une "réflexion sera lancée sur la sous-traitance".

N'est-il pas assez extraordinaire qu'il ait fallu attendre jusqu'à maintenant pour que dans cette crise du travail atteignant particulièrement les femmes, on n'ait pas encore répondu de façon réelle à la demande de travail à temps partiel, exprimée par beaucoup d'entre elles, et alors que l'on prône et la réduction du temps de travail, et le partage du travail entre tous. Ce moyen-là est reconnu précisément comme un des plus opérants (J. BOISSONNAT).

3°) Le renforcement de la représentation des travailleurs

L'idée directrice exprimée est chère à la J.R. : que les salariés soient des citoyens à part entière et acteurs du changement dans l'entreprise. D'où la proposition d'élection de délégués dans les petites entreprises de moins de 50 salariés (celles sans C.E.).

Les C.E. auraient des informations économiques renforcées et disposeraient "d'un droit d'alerte et de saisine interne", en cas de difficultés économiques dans l'entreprise.

A notre sens, ceci est un début, mais nous savons bien que lorsque les difficultés sérieuses émergent, elles sont le fait de situations bien antérieures inconnues des salariés. Il faut donc viser à des structures obligatoires, permanentes d'information. Ceci est particulièrement nécessaire dans les entreprises de moins de 50 salariés.

Objectif : « permettre une meilleure approche des problèmes économiques par les salariés et une meilleure prise en compte des problèmes sociaux par les employeurs ».

Que l'on soit comme nous Médecin du Travail ou comptable, nous pouvons attester du nombre encore très réduit de patrons d'entreprises à fort effectif qui, au moment d'apprécier combien il est urgent pour eux d'investir dans la prévention des accidents du travail, ont conscience de ce qu'est un accident avec arrêt. C'est pour eux directement comme de signer un chèque de plus de 8 000 F, et qu'un accident donnant lieu à rente (IPP), c'est comme signer un chèque de plus de 60 000 F.

4°) Faire circuler l'information

La mesure la plus importante consisterait, dans les firmes de plus de 1 000 salariés, à établir une délégation économique qui, aidée d'experts interviendrait au moindre signe de défaillance dans l'économie interne (non paiement de cotisations fiscales, perte du tiers du capital social). Cette institution aurait vue sur l'ensemble d'un groupe. Cette mesure nous semble positive mais devrait selon nous, être corrélative d'une évolution en "unités de gestion" pour responsabiliser à tous les niveaux.

Autre nouveauté : l'octroi d'un droit de veto aux organisations syndicales : « un accord ne pourra devenir la règle officielle pour toute une branche professionnelle si au moins deux syndicats s'y opposent ». C'est là un des points les plus controversés du rapport comme susceptible de rendre les accords encore plus pénibles. Il nous paraît prudent d'attendre pour nous prononcer sur ce point que les organisations ouvrières se soient largement exprimées dessus.

Le 13 novembre à l'Union Patronale du Finistère, on pouvait entendre le Président tonner : « Ce rapport est une terrible bombe amorcée dans le sous-sol de nos entreprises... » tandis qu'un patron brestois répliquait : « L'essentiel n'est pas de dire non à tout, mais de savoir ce qu'on lâchera ». Dans les couloirs, à l'abri des tribunes, une certaine sagesse semblait d'ailleurs prévaloir.

En tous cas, un bon débat est lancé. Un point à M. AUROUX surtout en vue des nationalisations.

EN ATTENDANT QUE LE SOLEIL PERCE LA BRUME

par Jacques-Paul Richard
Maire Adjoint du Mans

au MANS, à 20 mètres des grilles de la Préfecture, s'élève un obélisque flanquée de hautes statues : le monument de la Résistance.

En tant qu'Adjoint Délégué à l'Environnement, j'avais demandé son nettoyage. Comme cela tardait, le 9 novembre à 8 heures, en compagnie de notre camarade Franck TAILLANDIER, et de quelques élus P.S. et P.S.U., nous sommes montés sur des échelles, brosse et seau en mains pour lessiver.

Nous expliquions alors à la Presse qu'à côté des souillures à brosse, il en est de bien plus graves que nous voulions dénoncer. Les souillures du pacifisme à sens unique qui bouche les yeux devant les 230 SS 20 soviétiques en batterie et les 45 000 chars de l'Est. Souillures du mensonge que celles du complexe militaro-industriel occidental : « Ces armes sont faites pour ne pas s'en servir ».

Mensonge encore : nous persuader qu'un territoire restreint parsemé de centrales nucléaires peut être défendu militairement quand on sait que les SS 20 sont pointés sur ces silos à radionucléides.

Mensonge de Giscard en novembre 1980 à F.R. 3 : « Le système de défense nucléaire ne tolère aucune erreur ». Personne n'a démenti Bernard BENSON (mai 1981) : « 46 fausses alertes atomiques en 18 mois aux U.S.A. ». Oui, le risque purement accidentel est désormais à prendre en compte.

Nous refusons une double monstruosité :

— Tranquillement, nous affirmons préférer la mort à une coopération autre que forcée à la maintenance de la stratégie anticités :

— De même, nous récusons la soi-disant sécurité des nantis qui reposerait

sur des millions de morts de faim chaque année.

Prônant l'abandon de la stratégie officielle (inconsistance et contradiction, mis à part ses moyens... et encore...), nous savons que peut-être, nous aggravons le risque d'invasion... Mais la caste militaro-industrielle soviétique sait que, pour elle, le contact de masse avec l'Occident, à terme, serait sa perte.

Arrivés à ce point crucial des risques (l'accident n'étant pas le moindre), **à choisir entre une précaire sécurité nationale et la sauvegarde de la biosphère, nous choisissons la biosphère.**

Vouloir vaincre la monstruosité par une monstruosité supérieure, voilà pour une nation la voie où perdre son âme et, pour un Pouvoir, celle où détruire sa légitimité, source même de son droit à commander et à être obéi.

Après tout, des Français, dans une aussi grave alternative, doivent prendre le recul de quinze siècles d'histoire où, à côté des guerriers, se trouvent aussi des héros aux mains nues : LOUP devant TROYES, GENEVIEVE devant PARIS.

Ceci dit, nous pensons que l'Etat doit être à l'abri d'un coup de force grâce à une solide et démocratique gendarmerie.

Le 11 novembre, c'est dans cet esprit que nous avons fleuri publiquement le monument de d'Estounelles de Constant, prix Nobel de la Paix 1909, fondateur de la Cour de Justice Internationale de La Haye, ancêtre de l'O.N.U., tandis que l'armée défilait à quelques pas.

VŒU RETENU PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE des Maires et Adjointes de la Sarthe le 24 octobre 1981

Vu la montée du taux de nitrates contenus dans les eaux de distribution, notamment dans les cantons du Nord-Ouest de la Sarthe, les Maires et Adjointes du département émettent le vœu que l'Institut National de la Santé, de l'Epidémiologie et de la Recherche Médicale (INSERM) promeuve un travail d'ampleur suffisante pour aboutir à un avis décisif sur la question : « Y a-t-il possibilité ou non de transformation et à quelles doses des nitrates en nitrosamines cancérigènes au cours de leur passage dans les voies digestives humaines ? ». Ceci dans le cadre de la loi programme de la recherche que cet Organisme est chargé de préparer pour qu'il soit soumis au Parlement en 1982.

Dr Jacques RICHARD
Adjoint délégué à l'Environnement
Parti de la Jeune République

ON NE PEUT AVOIR
LA RÉPUBLIQUE
DANS LA SOCIÉTÉ
TANT QU'ON A
LA MONARCHIE
DANS L'ENTREPRISE

NOTES DE LECTURE

ENQUÊTE SUR LES IDÉES CONTEMPORAINES

Jean-Marie DOMENACH (Seuil)

L'auteur a réuni des articles publiés dans un hebdomadaire économique.

Dans cette enquête, qui voudrait se situer avant que ne s'ouvre le XXI^e siècle, le journaliste vulgarisateur l'emporte sur le penseur. Le lecteur glanera, ici et là, des notations pouvant servir à l'intelligence de notre temps. Exemple : quid de la distinction marxiste entre infrastructures et superstructures, dès lors que plus de la moitié du P.N.B. américain peut être attribuée à des activités "intellectuelles", soit des brevets d'invention.

Les "nouveaux historiens" mettent davantage l'accent sur la vie matérielle des populations du passé que sur la chronologie des batailles et des traités. En nous instruisant, ils nous font perdre la notion de temps sans laquelle nous ne savons plus qui nous sommes. La recherche des significations de la structure et de ses éléments résorbe, avec la temporalité, le sujet. La marche des hommes — le progrès — est finalement niée.

Les penseurs les plus prestigieux, ALTHUSSER, LACAN, FOUCAULT et les autres, ont fait oublier, depuis une douzaine d'années, les philosophes de l'espérance,

JANKELEVITCH, LEVINAS et RICOEUR, ceux qui s'appuient sur les interprétations de la Parole vivante, pour percer un sentier à travers la prison des structures.

C'est alors qu'apparaît la Nouvelle Droite, élitisme socio-biologique et adversaire d'un judéo-christianisme que l'Eglise ne maîtrise plus dans le cadre d'une hiérarchie.

Les développements de l'informatique engendrent aussi une manière de système, à partir de la cybernétique par laquelle gouverne une machine automatisée.

Dans un chapitre sur la pensée de René GIRARD, Domenach évoque la reconnaissance d'un nouveau sacré, celui des Droits de l'Homme : agir en sorte que la personne ne soit plus profanée et qu'elle s'affirme responsable.

C.-R. S.

UN BERGER EST TOMBÉ

Roger VINEL

Il est le titre de l'émouvante chanson qu'ENRICO MACIAS vient de consacrer au Président SADATE assassiné dans des conditions ignobles. Quand, le 9 novembre 1977, Anouar El Sadate se rendit à Jérusalem, je citais, dans les colonnes du VILLE-FRANCHOIS, les paroles du poète israélien ICHEUBE AMIHAI qui écrivait : « Jérusalem a accueilli une nacelle ayant pour navigateur l'Egyptien SADATE ». Ce navigateur courageux et infatigable obtint par la suite les accords de CAMP DAVID. Un espoir de paix pour le PROCHE-ORIENT.

Les fanatiques de la violence, trahissant le véritable idéal islamique, ont fait "tomber le berger" ainsi qu'ils tuent odieusement chaque jour en Iran.

Mais les forces de la Paix l'ont toujours emporté sur celles de la haine et de la violence.

A MEXICO, à CANCUN et aujourd'hui à Paris, François MITTERRAND, Président de la République, a lancé le grand et noble message de l'espoir à toutes les femmes, à tous les hommes, à tous les enfants affamés, pourchassés, humiliés, emprisonnés, martyrisés, saluant la mémoire de tous les disparus à travers le monde.

La France de Victor Hugo fait entendre la voix de l'espérance et de l'amour fraternel.

AVEC MARCO PANNELLA, DÉPUTÉ EUROPÉEN

Monsieur le Président de la République,

Ce bulletin accompagné de 50 F exprime mon souci de lutter contre le génocide du Tiers-Monde par la faim.

Je vous l'envoie pour que vous preniez l'engagement en tant que représentant des Français, de doubler la somme que je vous adresse pour sauver les quarante millions de personnes promises à la mort par la faim en 1982.

Ma démarche est faite en solidarité avec la grève de la faim entreprise depuis le 2 septembre par le Député MARCO PANNELLA, et je vous serais reconnaissant de m'indiquer quelle action aura pu être réalisée, sous votre responsabilité, grâce à ma contribution.

Croyez, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de ma respectueuse considération.

ADHÉRENTS
AMIS
ABONNÉS

renouvelez dès aujourd'hui

COTISATIONS
ABONNEMENTS

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE.

Villa n° 6 — 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

C.C.P. PARIS 20.896.71

**Dans notre
courrier**

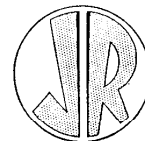
BELGIQUE

Etudiant de nationalité française, j'habite la Belgique et je m'intéresse vivement à la politique et au domaine social. Je suis à la recherche d'une organisation politique qui aurait un maximum de points communs avec mon opinion sur les affaires courantes d'actualité et sur la solution aux grands problèmes de l'humanité. (...) J'ai déjà quelques renseignements sur JEUNE RÉPUBLIQUE et ce sont des renseignements qui m'ont séduit à tel point que je vous écris. Je suis intéressé par votre organisation.

**LA DÉMOCRATIE
EST
L'ORGANISATION
SOCIALE
QUI TEND
A PORTER
AU MAXIMUM
LA CONSCIENCE
ET
LA RESPONSABILITÉ
CIVIQUE
DE CHACUN**

Marc Sangnier

POUR UN REVENU SOCIAL GARANTI



Le droit à la subsistance, de la naissance à la mort, sera assuré par l'attribution à chacun, sans exclusive, d'un *Revenu Social Garanti*, distribué par le truchement d'une monnaie de consommation non thésaurisable et dont la valeur sera axée sur les stocks réels ou potentiels des biens de grande consommation.

Ces mesures trouveront leur compensation dans la transformation du travail en véritable *service social*. Des mesures concrètes devront tendre à favoriser très largement, sur cette base, la *promotion personnelle et la réinsertion sociale et professionnelle* des chômeurs et autres personnes marginalisées.

DROITS DE L'HOMME

Le journal LA CROIX a lancé, le 25 octobre 1981, une grande campagne d'information et d'action pour la défense et la promotion des droits de l'homme.

La Jeune République a participé à ce débat avec un article de Claude-Roland Souchet : "Droits de l'homme et Socialisme Personnaliste" publié dans le numéro du 4 novembre 1981.

POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature